

Quel avenir pour le projet européen ?

Alexandrina Najmowicz est secrétaire générale du Forum civique européen (FCE), réseau composé d'une centaine d'associations et d'ONG européennes œuvrant pour la démocratie et les libertés associatives en Europe.

Elle revient ici sur les enjeux de la Conférence pour l'avenir de l'Europe, où elle siège, dans un contexte très éloigné des moments fondateurs du projet européen.

L'Europe s'est construite autour d'une promesse de paix, de liberté, de bien-être et de démocratie. Où en est-on du projet européen ?

Les démocraties européennes d'après-guerre ont tiré leur légitimité de l'amélioration des conditions de vie et du développement de l'Etat providence, pour davantage d'égalité. Aujourd'hui, le socle commun des valeurs de démocratie, d'égalité, de solidarité et d'Etat de droit vacille.

La mondialisation a eu comme conséquences une croissance des inégalités, des précarisations, une invisibilisation des besoins de populations entières. Elle met en compétition l'accès aux droits et aux services, sans mécanismes liés de protection, alors qu'elle crée des situations massives de vulnérabilité.

En même temps, avec l'intensification de l'intégration européenne, les processus démocratiques sont mis au défi d'un système de gouvernance opaque, tant il implique niveaux et institutions pour décider des politiques publiques. Le fossé démocratique s'est creusé malgré les contre-pouvoirs introduits dans le traité de Lisbonne, comme le rôle accru des Parlements européens et nationaux et la mise en place d'un dialogue civil... largement resté lettre morte.

Si l'on regarde du côté de l'Europe centrale, trente ans après la chute du mur de Berlin, beaucoup de personnes sont restées sur le bas-côté de la route, le succès des uns s'étant construit sur l'échec des autres. Dans ces pays, la transition s'est

accompagnée d'une migration massive, d'une dépopulation et d'une fuite des cerveaux. Dans plusieurs pays, la consolidation démocratique est en recul, avec des gouvernements qui remettent en cause la démocratie libérale et les normes de l'Union européenne (UE).

Plus généralement, tous ces facteurs ont contribué à une délégitimisation progressive d'une démocratie qui ne répond pas aux besoins de protections collectives, du fait des dérégulations dépouillant les Etats de leur pouvoir d'agir social – sauf peut-être pour les économies les plus fortes.

La promesse européenne de démocratie et de bien-vivre partagé est bien entendu minée par tout cela. Mais les espaces nationaux ne sont pas une alternative, tant ils sont également rongés par les inégalités et les insécurités sociales.

Comment expliquer le désenchantement spécifique vis-à-vis de l'UE ?

La crise de l'euro du début 2010 a sûrement été un tournant. Elle s'est déclenchée alors que l'UE avait unifié l'espace économique, financier, et largement l'espace monétaire, avec l'euro. Mais l'essentiel du poids de la

gestion des conséquences sociales des difficultés économiques était resté au niveau national. Plusieurs pays ont alors été fortement touchés, pays qui avaient une vision de l'Union européenne comme espace de solidarité. Cette fois-là, la réponse européenne n'a pas été de cette nature.

Cela s'est vu jusqu'à la caricature avec l'austérité punitive imposée par l'UE à la Grèce, qui a exposé une part considérable de sa population à la pauvreté et à une charge de dette publique sur le long terme. Celle-ci pèsera pendant des décennies, en limitant le financement de la santé, de l'éducation, du logement... Il en a été de même avec l'Italie, pays où le sentiment d'adhésion à l'Union européenne était le plus fort, sentiment qui, en quelques mois, s'est considérablement inversé.

On doit aussi comprendre les polarisations électorales dans plusieurs pays, entre le vote des grandes villes et celui du reste du territoire, comme traduisant l'opposition entre ceux qui se sentent exclus et ceux qui trouvent leur place dans le modèle de développement de l'UE.

Donc, je dirais que les désenchantements viennent d'une part du sentiment de ne

« Les désenchantements viennent d'une part du sentiment de ne pas être dans le bon wagon pour bénéficier de la richesse européenne, et d'autre part d'un changement de perception de l'UE comme espace de solidarité. »



pas être dans le bon wagon pour bénéficier de la richesse européenne, et d'autre part d'un changement de perception de l'UE comme espace de solidarité.

Le cadre général n'a-t-il pas changé, avec la pandémie ?

Oui, et non. La diversité des réponses aux effets de la crise, selon le moment, le pays, le sujet, les difficultés ressenties, fait qu'il n'y a pas de réponse unique à cette question.

D'une part, la gestion de la crise par de nombreux gouvernements et l'Union européenne a traduit une autre façon de considérer le rôle de l'Etat. Le Pacte de stabilité et de croissance a été suspendu, la Banque centrale européenne a créé les financements massifs permettant aux Etats membres d'intervenir comme jamais en matière de protection et de solidarité, rompant avec les permanences de l'austérité. D'autre part, la pandémie de Covid-19 a montré toutes les failles de nos sociétés inégalitaires, d'économies et de démocraties fragiles. Elle a une nouvelle fois illustré comme tout est lié, et en particulier comme les vulnérabilités s'entrecroisent, s'additionnent, s'accroissent, cette fois à partir d'un déclencheur « santé », touchant à la démocratie et aux moyens de vivre, au

« En opposant l'individu, qu'elles glorifient, au collectif, qu'elles ignorent ou dénigrent, les institutions européennes et nationales se privent de l'outil crucial qu'est la société civile organisée pour construire ce qui peut faire société. Cette approche ne fait que renforcer autoritarisme et populisme. » (A. Najmowicz)
Ci-contre, en 2018, la campagne européenne de promotion de la vie associative « Pas un jour sans nous », coordonnée par le Forum civique européen.

droit à la santé et à la vie sociale. On a vu combien celles et ceux en marge se sont trouvés hors des politiques publiques.

Si les inégalités entre pays de l'Union européenne sont restées considérables tout au long de la crise de la Covid, même pour l'accès aux vaccins, les réponses concrètes apportées par les politiques publiques n'ont rien eu de comparable avec celles prises lors de la crise de l'euro, dix ans plus tôt.

Si, avant le déclenchement de la Covid, la discussion sur le budget européen pour 2021-2027 portait sur sa baisse par une diminution des politiques de solidarité entre pays, elle a abouti à un montant équivalent, augmenté de l'inclusion d'un endettement européen commun pour financer des investissements dans des secteurs dits « d'avenir », qui iront pour l'essentiel en aide au secteur privé. Par contre, rien n'a avancé sur le volet redistribution, cohésion sociale, vulnérabilités... Alors que les insécurités sont structurelles pour des pans entiers de la population.

Le projet européen reste déséquilibré, mutualisant l'espace économique, financier et monétaire pour la production et la concentration des richesses et laissant aux pays les conséquences sociales de celles-ci, à chacun de gérer selon les moyens qu'il y affecte. Ainsi, l'approche des asso-

ciations, des syndicats, des mouvements sociaux va continuer à mettre au centre de la réflexion collective sur l'avenir de l'Union européenne les enjeux des relations entre le social, l'économique et le politique, pour une société inclusive et un développement durable.

Cet « avenir de l'Europe » se discute dans une Conférence dont vous êtes une des rares membres siégeant au titre des associations. Pouvez-vous nous dire de quoi il s'agit ?

La plénière de la Conférence où je siége, qui devra faire des propositions sur l'avenir du projet européen, est composée de quatre-cent-cinquante membres, pour la plupart des parlementaires européens et nationaux et des institutions européennes, avec cent-huit citoyens (panels de citoyens européens), douze organisations de partenaires sociaux et huit organisations de la société civile.

La Conférence, lancée en mai 2021, vient à un moment que les associations et syndicats jugent critique pour le projet européen. Il faudrait qu'elle apporte des changements réels et des résultats concrets qui contribuent à rétablir la confiance des citoyens envers l'Europe, qui leur donnent la certitude qu'ils ont leur mot à dire – tant individuellement et collectivement – sur les décisions qui affectent leurs vies et permettent le vivre-ensemble dans des sociétés inclusives.

Comme je le disais tout à l'heure, dans nos sociétés, nombreux sont ceux et celles qui se sentent laissés de côté, se sont éloignés du politique, et pensent que la démocratie ne les entend plus. Le court-terme de la Conférence sur l'avenir de l'Europe ne pourra pas renverser cette tendance. Néanmoins cela pourrait permettre aux institutions d'entendre les réalités vécues par les citoyens et citoyennes, entendre que l'avenir commun ne peut reposer que sur des politiques qui renforcent les sécurités, les systèmes de protection.

Jusqu'à maintenant les outils mis en place pour cet exercice délibératif ne sont pas à la hauteur des ambitions. La plateforme multilingue de consultation en ligne a reçu à ce jour environ trente-six-mille contributions – ridiculement peu, au vu de l'objectif d'une large participation citoyenne à la réflexion collective. Pour l'essentiel ce sont les milieux pro-européens ou nationalistes-identitaires-antimigrants qui déposent des

contributions. On ne voit pas comment les quatre panels de deux-cents citoyens tirés au sort, chargés de faire des propositions discutées dans la plénière de la Conférence, pourraient seuls porter les questionnements des citoyens et citoyennes. Tel que le processus a démarré et se déroule, rien ne permet d'être optimiste.

Pourquoi cette faible présence de la société civile ?

Nous sommes confrontés à un risque majeur, une réalité à laquelle nos organisations sur le terrain doivent faire face chaque jour. Ceux qui doivent lutter au quotidien pour accéder à leurs droits et ceux dont les droits sont niés restent à la périphérie de ces processus, silencieux, invisibles et désillusionnés par une société de relations inégales. Ils ne sont pas en situation de s'emparer du débat en cours. Et ceux qui sont mieux insérés dans la société ne sont pas spontanément motivés pour participer à un débat public qui est présenté comme portant sur le fonctionnement des institutions plus que sur tout autre chose.

De plus, il est difficile de comprendre à ce jour comment les contributions des citoyens seront prises en compte et quels seront le champ des propositions retenues et l'impact de cette délibération. Ce manque de lisibilité traduit l'absence de motivation des institutions elles-mêmes. Il n'encourage pas à une large participation populaire.

Parce qu'elles regroupent des dizaines de millions de membres, les associations et syndicats pourraient porter, dans la richesse de leurs diversités, des préoccupations et des propositions qui viennent des réalités qu'ils et elles constatent. Là encore, difficile d'être optimiste alors qu'il n'y a pas de mécanisme propre pour un dialogue civil et social les impliquant directement.

En opposant l'individu, qu'elles glorifient, au collectif, qu'elles ignorent ou dénigrent, les institutions européennes et nationales se privent de l'outil crucial qu'est la société civile organisée, pour construire ce qui peut faire société. Cette approche ne fait que renforcer l'autoritarisme et un populisme qui aujourd'hui est souvent réactionnaire, prônant des identités qui excluent, au lieu d'inclure. Le rétrécissement de l'espace civique et démocratique traduit cette dérive dont presque aucun pays européen n'est aujourd'hui à l'abri.

Sommes-nous donc dans une impasse totale ?

Afin de contrer cette dynamique, les réseaux européens de la société civile se sont réunis en Convention pour la Conférence sur l'avenir de l'Europe et travaillent ensemble à une vision partagée de l'avenir fondée sur une société socialement juste, féministe, durable, démocratique et inclusive.

Les associations, qui ont été en première ligne pendant la crise, proches de nos communautés et de ceux qui souffrent, sont motivées par ce qu'elles font. La pandémie nous enseigne l'immense valeur de la solidarité et du bien commun qui sont au centre du travail associatif. Si la Conférence n'est pas apte à prendre en compte cet apport de la société civile européenne, sa seule existence a au moins produit un effet positif, en nous aidant à travailler ensemble sur des enjeux transversaux, au-delà des thèmes et champs particuliers que chacune de nos organisations couvre au quotidien.

Si les temps ne sont pas faciles – inutile de faire semblant de ne pas le voir –, il est impensable de baisser les bras! ●

**Propos recueillis par
Jan Robert Suesser, coresponsable
du groupe de travail LDH « Europe »**

« Parce qu'elles regroupent des dizaines de millions de membres, les associations et syndicats pourraient porter, dans la richesse de leurs diversités, des préoccupations et des propositions qui viennent des réalités qu'ils et elles constatent. Mais sans mécanisme propre pour un dialogue civil et social les impliquant directement, il est difficile d'être optimiste. »